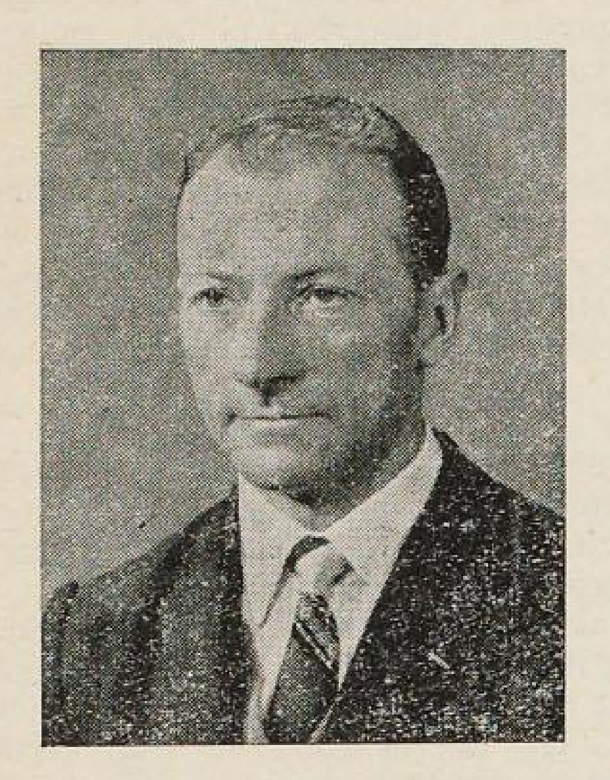
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DU CALVADOS

ELECTIONS LEGISLATIVES DES 5 ET 12 MARS 1967

5e CIRCONSCRIPTION (VIRE)



M. Marcel RESTOUT

CANDIDAT D'ACTION SOCIALE ET RÉGIONALE

CONSEILLER GÉNÉRAL - MAIRE DE BEAUMESNIL

MEMBRE DE LA CHAMBRE DÉPARTEMENTALE D'AGRICULTURE

Secrétaire de la Commission de l'Aide Sociale du Conseil Général; Vice-Président pour le Calvados de l'Association pour l'aide aux personnes âgées; Membre du Bureau de l'Amicale des Maires du Calvados, du Comité Départemental du Syndicat d'Electrification, de l'Office du Tourisme, des H.L.M., du C.O.D.A.L. des Logis.

Président de la Commision Consultative de l'Institut Médico-Pédagogique de St-Sever; Membre de nombreuses autres Commissions concernant l'habitat rural, l'Administration Hospitalière; Président de Syndicats cantonaux, d'Electrification et de Ramasage Scolaire, Comité des Fêtes, Anciens Combattants et Démobilisés, etc... Chevalier du Mérite Agricole; 39 ans; célibataire; exploitant agricole.

CHÈRES ÉLECTRICES, CHERS ÉLECTEURS,

Les 5 et 12 Mars prochain, vous aurez à choisir votre Député. Pour que votre choix soit possible, il faut nécessairement que se présentent à vous plusieurs candidats, afin qu'après avoir pris connaissance du programme, de la personnalité de l'homme, de ses idées, de la manière dont il conçoit son rôle de Député, vous puissiez en toute conscience choisir librement sans aucune pression démagogique, celui qui devra réaliser ce que vous attendez de lui, c'est-à-dire celui qui assumera ses charges en pleine responsabilité, non pas en accordant un assentiment inconditionnel, mais en interlocuteur reconnu valable et dont les conceptions devront être prises en considération par le gouvernement. Le Député devant être le véritable détenteur du pouvoir législatif, en matière de politique sociale, culturelle, économique, devant débattre les questions de politique étrangère, on doit lui permettre d'intégrer sa circonscription dans le circuit national, afin qu'elle se développe harmonieusement, tout en respectant ses traditions et non pas en la traitant comme un parent pauvre.

Les problèmes qui se posent au Député sont multiples, complexes, j'en ai parfaitement conscience- mes huit années de présence au sein de l'Assemblée Départementale et aux divers postes que j'occupe, m'ont permis d'en mesurer l'importance.

Qui suis-je ? et bien tout simplement un homme comme les autres, d'origine Bocaine, je suis né le 8 juin 1927 à Mesnil-Clinchamps, commune de mon canton. Arrivé à l'âge de 5 ans à Beaumesnil, je m'y trouve toujours, puisque j'en suis le maire depuis 3 ans, après en avoir été l'adjoint à mon arrivée au Conseil Municipal en 1959. En 1953, après le décès de mes parents, je prenais leur succession à la tête de l'exploitation de 12 hectares qu'ils occupaient en tant que fermiers.

En 1958, de nombreux amis, parmi lesquels de nombreux ruraux, venaient me demander de poser ma candidature aux élections du Conseil Général, je m'y refusais, n'ayant aucune prétention, mais je finissais par céder, sans trop d'espoir d'ailleurs, finalement, j'étais élu au scrutin de ballottage et là, je rends hommage aux habitants de mon canton qui m'avaient en quelque sorte signé un chèque en blanc, car il était difficile de prévoir si je pourrais faire face à cette nouvelle charge.

Je me suis donc mis au travail, ayant à cœur de justifier la confiance qui m'avait été accordée et en 1964, au renouvellement de mon mandat de Conseiller Général, j'étais élu aux diverses fonctions énumérées dans ma présentation, n'ayant qu'une seule devise : SERVIR.

J'ai du, par la suite, porter mon exploitation à 23 hectares, dont 18 en location et 5 acquis avec le concours de l'emprunt, ceci pour me permettre d'avoir quelqu'un pour me seconder dans ma ferme et par là même de me consacrer davantage aux fonctions qui m'ont été confiées.

Pourquoi suis-je candidat ? et bien là aussi, j'ai cédé à la pression de nombreux amis et si je n'ai aucune ambition personnelle, j'ai estimé que lorsque l'on est engagé par ses fonctions à participer, même sur un plan local, à la vie de sa profession, de sa région, de son pays, il est parfois de son devoir de répondre présent.

Jusqu'à ce jour, je n'ai jamais fait de politique, n'ayant jamais appartenu ni à la 3me, ni à la 4me République, je suis par conséquent un homme nouveau sur l'écran politique, qui propose son dynamisme et sa jeunesse au service du pays et de sa région. Mais je sais très bien que si je suis élu, il me faudra siéger avec l'une des formations politiques présentes dans l'hémicycle, j'ai donc décidé d'accepter le soutien du **Centre Démocrate** qui fait appel au regroupement d'hommes venant d'horizons sensiblement différents, qui, tout en conservant certaines nuances ou aspirations sur le plan politique, professionnel, Régional ou National, ont décidé de s'unir pour une action commune, en vue d'atteindre les objectifs qu'il définit, car il faut avant tout être constructif et apporter son concours à ceux qui veulent, non pas démolir, mais modifier certains aspects de la politique économique et sociale du gouvernement actuel, chose qu'il n'est pas possible de faire de l'intérieur de la majorité présente.

Je ne suis inconditionnel d'aucune manière ; j'estime qu'il faut avoir l'honnêteté de reconnaître les choses valables et positives qui ont été faites par le gouvernement actuel, grâce à sa **stabilité, qu'il n'est d'ailleurs pas question de mettre en cause, pas plus que l'élection présidentielle, ou la constitution, à condition de la respecter et de l'appliquer,** mais l'élection des Députés doit permettre de donner une orientation nouvelle au pays, dans le domaine social et économique, car c'est surtout en ce qui concerne ces domaines que je ne suis pas d'accord, avec le régime présent, et ma candidature permettra à ceux qui pensent comme moi de se compter sur mon nom, elle permettra également à de nombreux Maires et Conseillers Généraux de manifester leur mécontentement envers le gouvernement actuel qui prône « pas d'impôts nouveaux », alors qu'il laisse au département et aux communes des charges qu'il devrait normalement supporter.

La France qui maintenant vit en paix et chacun doit s'en féliciter, doit pouvoir désormais conditionner son économie nationale de manière à promouvoir une politique d'expansion économique, qui permettra à toutes les classes sociales du pays et en particulier aux plus défavorisés de voir augmenter progressivement leur niveau de vie.

Or aujourd'hui, pour beaucoup d'entre nous, on assiste au résultat contraire : les Français payent de plus en plus d'impôts et de charges de toutes natures. Malgré une apparence trompeuse d'augmentation des chiffres d'affaires, la marge bénéficiaire se réduit et l'endettement augmente. C'est le cas pour de nombreux agriculteurs, commerçants, artisans de notre région du Bocage ; c'est la cause principale d'un exode important qui, par voie de conséquence réduit son activité économique et jette sur le marché du Travail un nombre croissant de solliciteurs d'emplois, alors que se pose justement cet angoisant problème de l'emploi et du réemploi.

Cette situation est sans doute le résultat de l'évolution naturelle et des transformations inévitables, mais il faut lucidement y faire face, par une décentralisation industrielle accrue, qui permettra d'humaniser les mutations en gardant les Travailleurs dans la région qui est la leur, en leur assurant la sécurité de l'emploi — problème essentiel qui se pose aux candidats constructeurs de leur logement — et, en mettant tout en œuvre pour parvenir à la suppression totale des zones de salaires.

Gérer un pays, c'est d'abord gérer un budget, créer des recettes et par la suite, faire un choix dans les dépenses. Or en ce qui concerne les recettes, j'estime que le volume d'impôts demandé au pays a atteint son plafond, et le choix dans les investissements et les priorités à donner au plan doivent être des dépenses productives, c'est-à-dire qui permettront au pays de suivre l'évolution mondiale en matière d'économie, mais pour cela, les Françaises et les Français qui certes, sont fiers du prestige retrouvé à l'étranger par leur pays, doivent savoir qu'il n'est pas possible de tout faire à la fois, et qu'en poursuivant cette **ruineuse politique de la force de frappe**, c'est déjà, et ce le sera encore plus dans les années qui viennent, un frein à l'expansion économique du pays, alors que nous avons tant à faire en matière de logements, aménagements du réseau routier, constructions scolaires, développement de la formation professionnelle, construction et aménagement d'hôpitaux, maisons de retraite pour personnes âgées, téléphone, adduction d'eau dans les campagnes, amélioration de l'habitat, remembrement, équipement sportif pour les jeunes ; tant à faire pour permettre aux ouvriers d'obtenir une parité de salaires avec ceux de certaines régions voisines ; pour intégrer la région sur le plan National, afin que l'Etat ne la considère plus en parent pauvre, en réservant dans les investissements la priorité des crédits aux grands centres.

Une région comme la nôtre, avec ses richesses et ses beautés naturelles, ses produits de qualité, la ville de Vire qui porte haut son renom, peut et doit attirer le Tourisme ; c'est le rôle de l'élu d'y veiller, mais pour ce faire, il doit remplir son mandat en y faisant participer les forces vives, c'est-à-dire en réunissant autour de lui — et c'est ce que je vous propose si je suis élu — une assemblée constituée en bureau d'étude, où seront représentées, par délégués désignés par elles, toutes les organisations professionnelles, syndicales ou non, les représentants des élus, toutes les associations ou sociétés normalement constituées et diverses formations politiques, quelle que soit leur appartenance. Cela permettrait à l'élu d'avoir un éventail complet des problèmes et de l'orientation à donner à ceux-ci et par la même occasion, l'amener à décider de la position à prendre sur le Plan National, à l'égard de telle ou telle question. Au cas où j'obtiendrais un succès, je suis décidé à tout mettre en œuvre pour donner le plus possible de chances à cette région.

Il y a de nombreux autres problèmes que je ne puis traiter ici, ils sont trop nombreux, que ce soit en matière d'information, Education Nationale, recherche scientifique, jeunesse, équipement collectif, agriculture, problèmes qui me sont connus particulièrement, mais qui je le reconnais, sont parmi les plus difficiles à résoudre dans le cadre du Marché Commun ; problème des retraites et retraités ; là aussi, il y a beaucoup à faire, avancement de l'âge de la retraite pour certains, augmentation du plafond de la retraite pour les plus défavorisés ; problèmes qui ont trait à l'artisanat, petites et moyennes entreprises, au travail des femmes, à l'emploi des cadres ; problème des anciens combattants, qui doit tendre à harmoniser les retraites et intégrer les anciens d'Algérie et les T.O.F.

D'innombrables problèmes qui vont se poser avec acuité à la prochaine législature et qu'il sera possible et nécessaire de traiter à la base avec cette assemblée que je suis décidé à constituer.

Bien sûr, j'aurais pu m'adresser par un volumineux courrier à chacune et à chacun d'entre vous, avec un langage différent pour chaque catégorie sociale ou professionnelle, mais je n'ai pu m'offrir un tel luxe, qui d'ailleurs ne m'apparaît pas nécessaire, je suis passé, dans toutes les communes et villes de la circonscription et maintenant que vous connaissez mes intentions et mes désirs qui sont de vous servir, **à vous de juger.** Votre vote engage la République pour cinq ans.

Marcel RESTOUT, Candidat

Conseiller Général - Maire de Beaumesnil

SUPPLÉANT :

Docteur Raymond MONARD

Licencié ès Lettres

Médecin de l'Hôpital d'Aunay-sur-Odon

Imp. LE CORNEC - Vire